

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 juin 2013

CONSOMMATION - (N° 1156)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 840

présenté par

Mme Vautrin, M. Abad, Mme Louwagie, M. Fasquelle, M. Robinet, Mme Genevard, M. Mathis,
M. Bonnot, M. Lazaro, M. Sermier, M. Cinieri, M. Olivier Marleix, M. Siré, Mme Dalloz,
M. Herth, M. Accoyer, M. Dassault et Mme Duby-Muller

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 42, substituer au mot :

« cinq »

le mot :

« deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les manquements du professionnel étant établis, l'action de groupe peut rapidement être mise en œuvre, d'autant que les décisions de l'Autorité de la concurrence relatives aux biens et services de consommation engendrent une médiatisation propre à favoriser l'émergence d'un intérêt à agir.

Dès lors, il est proposé de réduire de cinq ans à deux ans le délai laissé aux associations de consommateurs agréés pour agir.

Il est effectivement préférable pour la santé économique d'une entreprise déjà sanctionnée par l'Autorité de la concurrence de pouvoir solder totalement les conséquences des actes qui lui sont reprochés dans un court délai. À défaut, elle devrait établir une provision comptable sur plusieurs exercices.